ZOOM SUR :

Dr MARIEM MINT MOHAMED FADEL DAH PREMIÈRE DAME DE MAURITANIE

La Première Dame, catalyseur discret du développement social

CULTURE

Entretien exclusif Avec Ousmane Boubacar Diagana

Le RÉNOVATEUR

N °002
OCTOBRE 2025

Mensuel Économique Mauritanien

ENTRETIEN AVEC

M. MANSOUR NDIAYE, REPRÉSENTANT RÉSIDENT DU PNUD EN MAURITANIE

“Le chemin vers un développement durable, inclusif et résilient en Mauritanie est une responsabilité partagée.”

RÉFORMES SYSTÈME.EDUCATIF

Chronologie de réformes sans fins

MAIMOUNA AHMED SALEM

Une femme aux commandes du développement

ENTRETIEN : AVEC DIENG AMADOU BOUBOU FARBA, PRÉSIDENT DE L’AUTORITÉ DE RÉGULATION DE LA PUBLICITÉ (ARP)

L’ARP face aux mutations du paysage publicitaire mauritanien

Édito

Tolérance zéro contre la corruption!

Monsieur Cheikh Tidiane Dia
Directeur général

Le dernier rapport de la Cour des comptes vient lever un coin du voile sur les dérives financières et administratives qui plombent l'efficacité de l'État mauritanien. Passations de marchés irrégulières, violations des règles de gestion, entorses systématiques aux procédures : le tableau est sombre. Il ne révèle pas seulement des fautes de gestion, mais une véritable faillite de la rigueur dans l'utilisation des deniers publics.

Et ce ne sont pas là de simples chiffres. Ces pratiques ont un coût réel pour l'économie nationale : des projets mal exécutés, des services publics en déliquescence, des opportunités de développement avortées. Chaque ouguiya mal dépensée ou détournée est une ouguiya qui manque à la santé, à l'éducation, à l'emploi. En d'autres termes, la mauvaise gestion tue la croissance, freine l'investissement, et entretient la pauvreté.

Le scandale récent du détournement de matériel scolaire par la commission chargée des achats publics dans l'éducation est une illustration saisissante de cette réalité. Alors que le pays peine à garantir des fournitures de base pour ses élèves, certains responsables n'ont pas hésité à piller des fonds destinés à l'avenir même de la nation. Plusieurs d'entre eux ont été déférés devant la justice : certains écroués, d'autres placés sous contrôle judiciaire. Ce cas n'est ni isolé, ni marginal — il est révélateur d'un système.

Face à cette situation, le président Mohamed Ould Ghazouani a annoncé une politique de tolérance zéro contre la corruption. Une haute autorité de lutte contre ce fléau a été mise en place, portée par une volonté affichée de restaurer l'intégrité dans la gestion publique. C'est une déclaration forte, mais elle devra se traduire en actes concrets pour éviter de rejoindre la longue liste des promesses non tenues.

Certes, cette initiative peut être interprétée comme un signal adressé aux bailleurs internationaux, soucieux de la transparence budgétaire. Mais si elle n'est qu'un simple coup de communication, elle sera rapidement démasquée — et surtout, inefficace. À l'inverse, si elle s'accompagne de mesures courageuses, de contrôles renforcés, de sanctions impartiales et de réformes structurelles, elle peut devenir un levier puissant pour remettre l'économie sur les rails.

La gestion vertueuse des fonds publics n'est pas un luxe moral : c'est un impératif économique. Elle conditionne la confiance des investisseurs, la bonne exécution des politiques publiques et la stabilité à long terme. Dans un contexte de tensions budgétaires, de dépendance à l'aide extérieure et d'attentes sociales fortes, chaque gaspillage devient une menace, chaque abus un frein au développement. Accordons à ce stade au président et à son Premier ministre le bénéfice de la sincérité. Peut-être veulent-ils réellement rompre avec l'ancien ordre, celui où les biens publics étaient confondus avec des butins politiques. Mais pour cela, il ne s'agira pas simplement de désigner quelques coupables : il faudra bâtir un système fondé sur la transparence, la traçabilité, la responsabilité.

Car une économie ne peut croître durablement que si l'État donne l'exemple. La rigueur budgétaire, la discipline administrative et la lutte contre la corruption sont les conditions sine qua non d'un développement inclusif et équitable. À défaut, cette guerre annoncée ne sera qu'un écran de fumée de plus dans un pays qui n'en peut plus d'attendre...

M. Mansour NDIAYE, Représentant Résident du PNUD en Mauritanie

« LE CHEMIN VERS UN DÉVELOPPEMENT DURABLE, INCLUSIF ET RÉSILIENT EN MAURITANIE EST UNE RESPONSABILITÉ PARTAGÉE. »

Propos recueillis par Cheikh Tidiane Dia

Le PNUD est la principale agence des Nations Unies pour le développement international, intervenant dans 170 pays et territoires dont la Mauritanie, pour éradiquer la pauvreté, réduire les inégalités et promouvoir la prospérité pour tous tout en protégeant la planète. Le PNUD aide les pays à développer des politiques, des compétences en matière de leadership, des capacités de partenariat, des capacités institutionnelles et à renforcer la résilience pour atteindre les Objectifs de développement durable.

Le PNUD est un des partenaires stratégiques du Gouvernement Mauritanien. L'appui du PNUD, s'est traduit au cours des dernières années en Mauritanie, par l'accompagnement à des réformes institutionnelles, des appuis au niveau des politiques et stratégies de développement ainsi que des programmes concrets bénéficiant directement aux populations.

Pour faire le point sur les appuis multiformes que cette agence des Nations Unies apporte au développement de la Mauritanie, ainsi que sur d'autres questions d'actualité, nous avons rencontré pour vous son Représentant Résident, Monsieur Mansour Ndiaye, qui a bien voulu répondre à nos questions.

Le Rénovateur Magazine : Monsieur le Représentant Résident, nous vous remercions pour l'accueil et pour votre disponibilité et voudrions d'abord savoir quelle est aujourd'hui la vision stratégique du PNUD en Mauritanie ?

M. Mansour Ndiaye : Je vous souhaite la bienvenue au PNUD et vous remercie pour cette opportunité que vous m'offrez pour parler du PNUD, de sa vision stratégique et de sa contribution au Développement de la Mauritanie.

Le PNUD vise en Mauritanie l'accélération du développement humain durable, y compris la protection de l'environnement. Notre stratégie repose sur quatre grands piliers : la prospérité pour tous, la gouvernance effective, la protection de l'environnement et la résilience face aux crises. Pour atteindre ces objectifs, nous nous appuyons sur trois accélérateurs clés : la digitalisation et l'intelligence artificielle, l'égalité de genre et le financement innovant et durable.

Mais notre rôle est aussi d'anticiper les grandes transformations, en apportant une expertise reconnue en matière de réflexion stratégique. Ainsi, l'étude prospective que nous avons menée en 2025 sur l'hydrogène vert a mis en lumière le potentiel considérable de cette ressource pour diversifier l'économie, réduire la dépendance aux industries extractives et positionner la Mauritanie comme un acteur clé de la transition énergétique mondiale. Elle montre qu'à l'horizon 2050, le pays pourrait non seulement créer des milliers d'emplois, mais aussi s'intégrer dans de nouvelles chaînes de valeur industrielles et technologiques.

De même, l'appui à l'élaboration du 3e et dernier plan d'action la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP 2016 – 2030) s'inscrit dans cette perspective.

Grâce au réseau mondial du PNUD et à la richesse de nos partenariats, nous conjuguons résultats concrets et anticipation des mutations futures, contribuant ainsi à une prospérité durable et équitable en Mauritanie.

Le Rénovateur Magazine : Comment cette vision se traduit-elle concrètement dans l'appui aux priorités nationales ?

Mansour Ndiaye : Notre vision et nos appuis sont alignés avec les priorités nationales. Nos actions s'inscrivent dans la SCAPP 2016–2030, stratégie nationale de développement dont nous sommes partenaires depuis le début. Nous avons contribué à intégrer les Objectifs de développement durable (ODD) dans ses plans d'action et nous accompagnons aujourd'hui le gouvernement dans la préparation du troisième plan quinquennal de la SCAPP. En plus de l'appui à cette stratégie globale, nous avons aussi mis en œuvre plusieurs appuis aux niveaux sectoriel, régional et local.

Par exemple, nous accompagnons la modernisation de l'administration, l'accès à la justice, la consolidation de l'État de droit, le renforcement des institutions démocratiques, les instances de contrôle de l'action publique, la promotion de la participation citoyenne et de la cohésion sociale. Cet accompagnement concerne également la protection de l'environnement et la préservation de la biodiversité, la lutte contre le changement climatique, la promotion de l'accès à l'énergie, le renforcement de l'égalité genre, l'employabilité des jeunes et des femmes et le développement économique local.

Le Rénovateur Magazine : En matière de développement local, quel est l'apport du PNUD ?

Mansour Ndiaye : Le PNUD collabore depuis plusieurs décennies avec le Gouvernement en matière d'appui et d'accompagnement du processus de décentralisation et de développement local du pays, à travers le financement et l'appui à la mise en œuvre de plusieurs Programmes et Projets dont le dernier est le Programme Cadre d'appui au Pilotage de la Décentralisation et le Développement Economique Local Intégré (PADDELI).

Les appuis en matière de décentralisation et développement local ont apporté une contribution décisive dans le développement du cadre juridique de la régionalisation, y compris l'élaboration des décrets d'application de la loi organique sur les nouvelles collectivités territoriales-régionales, le renforcement des capacités et l'opérationnalisation par la dotation d'équipements des treize Conseils Régionaux élus. Notre appui s'est traduit aussi par le renforcement de la relation entre décentralisation et développement local, pour faire de la décentralisation un espace d'incubation d'initiatives cohérentes pour le développement local, dans le cadre d'une approche territoriale intégrée. Les Conseils régionaux, élus en 2023, que nous appuyons jouent un rôle essentiel à ce niveau.

Par ailleurs, nous avons appuyé et renforcé d'importantes activités locales, notamment au Guidimagha à travers l'équipement de plusieurs coopératives agricoles et artisanales et au Hodh Echargui, où un centre d'incubation pour les initiatives des jeunes a été érigée et une radio communautaire appuyée.

L'appui à l'entreprenariat et aux activités génératrices de revenus (AGR) au niveau local ont profité à plus de 9 000 jeunes qui ont été formés et dont 3 620 insérés (92% de femmes) sur le marché du travail.

Pendant les dernières élections, le PNUD a appuyé plusieurs ONG à l'intérieur du pays, pour la sensibilisation sur la cohésion sociale et la lutte contre le discours de haine, générant également plusieurs centaines d'emplois pour les jeunes impliqués dans cette opération.

Le Rénovateur Magazine : A ce propos, comment le PNUD appuie les processus électoraux en Mauritanie ?

Mansour Ndiaye : Nous avons mis en place avec la CENI en début 2024 le Projet d'Appui au Cycle Electoral en Mauritanie (PACEM), grâce à notre propre financement et de celui de nos partenaires dont les Nations Unies, l'Union Européenne, le Royaume d'Espagne et les Etats-Unis d'Amérique. Ce projet s'inscrit dans une approche de renforcement des capacités visant à améliorer la maîtrise du cycle électoral par la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) et les principaux acteurs impliqués dans la gestion des élections en Mauritanie.

Le projet a notamment permis le renforcement de la cohésion sociale et des échanges entre les parties prenantes des élections, l'amélioration du cadre juridique des élections, le renforcement des mécanismes de régulation et de suivi du processus électoral, la sensibilisation et l'information de l'électorat pour des processus électoraux apaisés et transparents, le renforcement de la communication stratégique de la CENI, le renforcement des capacités du personnel électoral et le renforcement de la gestion des opérations électorales clés.

En juillet 2023, la CENI a organisé avec l'appui du PNUD un atelier bilan sur le processus électoral. Les résultats concrets ont montré que plus d'un million et demi d'électeurs dont 60% de femmes ont été touchés par les différents programmes de sensibilisation et d'éducation citoyenne soutenus par le PNUD et que les élections se sont déroulées dans un climat apaisé et l'inclusion des femmes a généralement accru par rapport aux dernières élections. Les femmes représentent désormais plus de 52% de la liste électorale, 23% des députés, 35% de conseillers municipaux et 32% des conseillers régionaux

Dans le cadre des élections présidentielles, plus de 500 000 citoyens ont été sensibilisés, avec une participation féminine de 53 % à l'enrôlement. Durant ces élections présidentielles tenues en juin 2024, nous avons en effet soutenu la sensibilisation de proximité sur les élections via 200 ONG, dont 40 prises en charge directement par le PNUD. Nous avons aussi accompagné les médias, à travers la HAPA et le Réseau des Femmes Journalistes, pour promouvoir une couverture impartiale et professionnelle, sensible au genre dans les processus électoraux.

Le Rénovateur Magazine : Des élections apaisées et transparentes sont certes essentielles dans une démocratie. Pourtant, beaucoup d'acteurs pensent que l'argent influence parfois les résultats des élections. Que fait le PNUD pour renforcer la lutte contre la corruption et quels ont été les résultats obtenus dans ce domaine ?

Mansour Ndiaye : La corruption est l'un des fléaux qui entravent le développement, renforce les inégalités et sape la confiance des citoyens envers leurs institutions. En 2022, la stratégie nationale de lutte contre la corruption a été actualisée et adoptée, grâce à l'appui du PNUD. Nous avons renforcé les capacités des organisations de la société civile membres des instances de lutte contre la corruption, et accompagné le Parlement dans son rôle de transparence et de contrôle de l'action gouvernementale.

Je me félicite de l'adoption de la nouvelle loi anti-corruption ainsi que la mise en place de l'Autorité Nationale

de Lutte contre la Corruption dont le président vient d'être nommé il y quelques jours. Cette loi et les dispositions qu'elle met en place reflètent la forte volonté politique de lutter efficacement contre ce fléau.

Le Rénovateur Magazine : Comment le PNUD travaille à renforcer le secteur de la Justice en Mauritanie ?

Mansour Ndiaye : Dans le domaine de la justice, des avancées notables ont été enregistrées : digitalisation des procédures, numérisation de la chaîne pénale à Nouakchott Ouest, formation de 110 magistrats, et réhabilitation des tribunaux régionaux, introduction du casier judiciaire biométrique et l'instauration d'un quota de 20 % réservé aux femmes au concours du Barreau, leur permettant d'accéder à la profession d'avocate, une décision de nature à renforcer la présence des femmes dans les métiers de la justice. C'est la première fois que cela arrive en Mauritanie, un résultat obtenu grâce à un plaidoyer du PNUD, de l'Ordre National des Avocats et la volonté politique du Ministère de la Justice.

Le Rénovateur Magazine : Qu'en est-il de l'action du PNUD dans le domaine de l'environnement et de l'énergie ?

Mansour Ndiaye : Notre priorité est d'accompagner la Mauritanie vers une économie résiliente et neutre en carbone d'ici 2030. Nous soutenons activement la transition énergétique, notamment à travers le développement de l'hydrogène vert, secteur stratégique pour la diversification économique et la création d'emplois. Nous avons contribué à la révision du code de l'électricité et nous soutenons le comité interministériel sur l'hydrogène.

Le PNUD appuie la Stratégie nationale de réduction des risques de catastrophes (Stratégie RRC), l'élaboration et la mise en œuvre du CARU (Cadre d'Action de la Résilience Urbaine) de Kaédi pour accroitre la résilience de la commune, la mise à jour de la Contribution Déterminée Nationale (CDN) pour faire face au changement climatique et participer à la réduction de l'empreinte carbone de la Mauritanie, la Stratégie nationale de biodiversité, et l'accès à l'énergie propre.

Dans ce cadre, nous avons appuyé la mise en place de la Cellule de Promotion des Energies Renouvelables et de l'Electrification Rurale (CPERER) qui permet de coordonner une transition énergétique reposant sur des solutions innovantes d'électrification rurale et servant de noyau autour duquel convergent les interventions des partenaires dans ce domaine.

Le PNUD accompagne le gouvernement pour la conception et la mise en œuvre du Programme d'Electrification Rurale en Zones Isolées (PERZI), un ambitieux programme qui va fournir de l'énergie propre à 200 localités rurales isolées et dont l'inauguration de la première phase comprenant 34 localités est prévue dans quelques jours. Le programme PERZI permettra à plus de 300 000 habitants d'avoir accès à l'électricité à travers une énergie propre et durable et il est accompagné d'un programme, le PADC (Programme d'Appui au Développement Communautaire), qui crée des emplois et renforce la prospérité économique locale. Enfin, le programme Greening Mauritania encourage l'utilisation d'énergies renouvelables dans les bâtiments publics et promeut des pratiques écologiques dans les collectivités locales.

En parallèle à la mise en œuvre du PERZI, nous avons déjà permis à près de 4 000 ménages d'accéder à l'énergie solaire, dont une majorité dirigée par des femmes.

Le Rénovateur Magazine : Faire accéder les femmes cheffes de ménage à l'électricité, surtout propre, est une bonne chose. Que fait le PNUD d'autre pour l'autonomisation des femmes et la promotion de l'égalité genre dans le pays ?

Mansour Ndiaye : L'autonomisation des femmes est au cœur de notre action. Nous avons soutenu la participation politique et le leadership féminin, avec par exemple l'instauration du quota dont je viens de parler, la formation d'acteurs judiciaires sur l'approche genre et la création d'un groupe parlementaire dédié au plaidoyer pour les femmes.

Le PNUD a joué un rôle déterminant dans le renforcement de la participation et du leadership des femmes en Mauritanie. Grâce à son appui technique et à son plaidoyer de concert avec d'autres partenaires au développement, la représentation féminine a considérablement progressé : aujourd'hui, les femmes constituent 23 % des députés à l'Assemblée Nationale et plus d'un tiers des élus locaux.

Un acquis majeur a été obtenu dans le secteur judiciaire avec l'adoption d'un quota de 20 % réservé aux femmes pour le concours d'accès à la profession d'avocat. Cette mesure ouvre la voie à une avancée historique : alors que seules trois femmes ont exercé cette profession depuis l'indépendance du pays, six jeunes femmes viennent de terminer leur mémoire de fin d'études pour le diplôme du CAPA, marquant une étape décisive pour l'égalité dans ce domaine.

En 2024, plus de 3 670 personnes, dont 3 000 femmes, ont été appuyées à travers des coopératives productives, entraînant une hausse moyenne de revenus de 30 %. L'installation de 9 forages et 8 puits solaires a renforcé la résilience agricole de 11 304 personnes, dont 6 789 femmes. Par ailleurs, 18 000 élèves ont reçu des uniformes confectionnés localement par 250 jeunes formés, dont 80 % de femmes, grâce à des équipements mis à disposition.

Le PNUD a aussi mis en place des formations dans le domaine de l'entreprenariat au profit des femmes entrepreneures et appuie des associations de coopératives féminines pour mettre en place une Institution de Micro-Finance, portée par l'Association Femme-Action-Développement et ses centaines de membres.

En 2024, notre bureau a obtenu la certification Or du Label Gender Equality Seal (Sceau de l'Egalité Genre), une reconnaissance internationale de nos efforts en faveur de l'égalité du genre. Ce sont-là juste quelques exemples des résultats déjà obtenus et que le PNUD compte consolider.

Le Rénovateur Magazine : Dans le contexte actuel de rareté des ressources et du rétrécissement de l'aide publique au développement, comment financer durablement le développement en Mauritanie ?

Mansour Ndiaye : L'aide publique au développement seule ne suffit plus. Il faut diversifier et innover. Le PNUD accompagne la Mauritanie à travers la SDG Investor Map pour orienter les investisseurs, l'INFF pour coordonner les flux financiers et la mise en place d'une cellule finance climat pour mobiliser des financements verts. Nous explorons aussi des mécanismes comme les obligations vertes, le financement mixte et même la Zakat pour le développement.

Notre ambition est claire : aider la Mauritanie à bâtir un écosystème financier capable de soutenir un développement humain inclusif et durable, moins dépendant de l'aide publique.

Le financement du développement ne peut plus reposer uniquement sur l'aide publique : il faut le rendre plus durable, plus innovant, plus inclusif. Et le secteur privé doit être davantage intégré comme partenaire de croissance.

Ces efforts visent à créer un écosystème financier capable de soutenir le développement humain et la prospérité partagée sans dépendance à l'aide publique au développement. C'est un chemin exigeant, mais indispensable pour garantir une Mauritanie résiliente, inclusive et tournée vers l'avenir.

Les mécanismes innovants que je viens d'évoquer sont de nature à faciliter l'atteinte de cet objectif.

Le Rénovateur Magazine : Le numérique et l'innovation sont en effet présentés par le PNUD comme un domaine stratégique d'appui à l'Etat. Pouvez-vous nous en dire plus ?

Mansour Ndiaye : Absolument. Le numérique, l'innovation et l'intelligence artificielle (IA) sont au cœur de notre stratégie. Nous avons accompagné la création de l'Agence Numérique de l'État et l'adoption du Startup Act, un cadre juridique innovant qui vise à stimuler l'innovation dans l'ensemble de l'écosystème de l'entrepreneuriat grâce à un ensemble d'avantages financiers et fiscaux pour les start-ups. Le PNUD appuie également la numérisation des services publics, à l'exemple de la mise en place de guichets numériques dans les communes de Teyarett, Tevragh Zeina et Arafat, une initiative qui vise à moderniser l'administration, à la rapprocher des citoyens, simplifier les démarches, réduire les délais et garantir une gouvernance plus inclusive, transparente et efficace.

Plus de 280 jeunes et femmes ont été formés en fibre optique, robotique, impression 3D et Intelligence Artificielle (IA). Nous déployons actuellement un projet pilote d'agriculture intelligente basé sur l'IA, et un Master en IA est en cours pour positionner la Mauritanie comme hub régional d'innovation

L'UNIPOD, incubateur mis en place avec l'Université de Nouakchott, agit comme catalyseur d'innovation et d'entrepreneuriat. Il s'agit d'une initiative qui incarne l'engagement collectif du Gouvernement et du PNUD à libérer le potentiel créateur des jeunes mauritaniennes et mauritaniens et à leur fournir les outils nécessaires pour transformer leurs idées en solutions concrètes.

L'UniPod a déjà réalisé d'importantes activités de formation dont une actuellement en cours et relative à un Programme d'incubation du cuir et de la mode pour valoriser le patrimoine artisanal, stimuler l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes, et contribuer au développement de la filière cuir en Mauritanie.

Quant à l'innovation, qu'elle soit technologique, sociale ou institutionnelle, elle favorise l'émergence de solutions adaptées aux besoins locaux, tout en renforçant la participation citoyenne et la transparence des processus décisionnels.

Pour le PNUD, investir dans le numérique et l'innovation, c'est offrir à la Mauritanie et aux communautés des outils modernes pour transformer leurs systèmes de santé, d'éducation, d'administration et de production. C'est aussi créer un environnement propice à l'entrepreneuriat et à la compétitivité, en particulier pour les jeunes et les femmes, qui peuvent ainsi mieux valoriser leur potentiel.

Vous comprenez pourquoi nous considérons qu'il s'agit de domaines prioritaires et stratégiques pour le développement de la Mauritanie.

Le Rénovateur Magazine : à la fin de cet entretien, quel message souhaitez-vous formuler à l'endroit des décideurs et de vos partenaires ?

M. Mansour Ndiaye : Je voudrais d'abord souligner que la Mauritanie a tout pour réussir. Si nous unissons nos forces – État, secteur privé, société civile, femmes et jeunes – nous pouvons bâtir un pays prospère, équitable et résilient. Je voudrais dire aux décideurs, aux acteurs économiques, aux partenaires, à la société civile et aux médias, aux femmes et aux jeunes, que le chemin vers un développement durable, inclusif et résilient en Mauritanie est une responsabilité partagée. Le PNUD restera un partenaire de confiance sur ce chemin.

Je remercie l'Etat mauritanien pour la confiance qu'il accorde au PNUD, et tous nos partenaires pour leur soutien constant.

Ensemble, nous avons le pouvoir de construire une Mauritanie plus juste, plus verte et plus prospère pour les générations présentes et futures.

Je me félicite de votre engagement car, pour les Nations Unies en général, et pour le PNUD en particulier, les médias occupent une place de choix dans la promotion du développement.